

LE CLIMAT CHANGE... ET VOUS ?



MOBILISONS-NOUS !

 **ARENE**
ENERGIE CLIMAT
DES TERRITOIRES, DES PROJETS, UNE AGENCE

 **iledeFrance**



DE QUOI PARLE-T-ON ?

CLIMAT : L'AFFAIRE DU SIÈCLE

**NOUS LE SAVONS TOUS : LE CLIMAT SE DÉRÈGLE,
ENTRAÎNANT DES PHÉNOMÈNES EXTRÊMES.
NOUS SAVONS AUSSI QUE L'ACTIVITÉ HUMAINE EST EN CAUSE.
À NOUS D'AGIR, ICI ET MAINTENANT !**

Nous ne pouvons plus feindre de l'ignorer : l'action de l'homme est responsable de l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre (GES). L'heure n'est plus aux constats, mais à l'action.

Nous sommes tous concernés, car le phénomène est global, et les solutions en grande partie locales. Les collectivités sont en première ligne pour agir. De quelle façon ? En adoptant et en promouvant d'autres modes de faire dans les domaines qui les concernent : aménagement, énergie, éducation, économie, etc.

Avec un maître mot :
FAIRE ENSEMBLE.

Les objectifs du SRCAE (Schéma Régional Climat Air Energie) à l'horizon 2020 :

LES « 3X20 »

-20 %

Réduction des émissions de gaz à effet de serre

Amélioration de 20% de l'efficacité énergétique

+20 %

20 %

D'énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie



Le 12 août 2003, temps fort de la canicule, **le nombre de décès en Île-de-France a été multiplié par 6** par rapport aux années précédentes *

1910



Aujourd'hui



En janvier 1910, la Seine atteint 8,62 mètres au niveau du pont d'Austerlitz : **200 000 personnes sont sinistrées et la moitié du réseau métropolitain inondé.**

Si la même crue survenait aujourd'hui, **850 000 personnes seraient directement touchées** (435 000 logements) et **5 millions indirectement exposées** par le dysfonctionnement des réseaux (électricité, transports...). **



EN ÎLE-DE-FRANCE

VERS UN CLIMAT DE CONSCIENCE

**NOTRE TERRITOIRE SUBIT LE RÉCHAUFFEMENT TOUT EN Y CONTRIBUANT.
NOTRE PREMIÈRE RESPONSABILITÉ EST D'EN PRENDRE LA MESURE.**

Les effets du dérèglement climatique peuvent nous sembler lointains. Il n'en est rien. Îlots de chaleur et caprices climatiques (sécheresse, inondations) illustrent les impacts potentiels de ces variations dans notre région. Ainsi, la canicule de 2003 pourrait devenir la « norme » dans les prochaines décennies, non sans conséquences sur les conditions de vie des Franciliens, l'agriculture, l'économie...

Notre région contribue à ces changements. En cause, une consommation énergétique qui s'accroît et dépend à 70 % des combustibles fossiles (gaz et pétrole).

Avec 23 milliards d'euros de facture énergétique régionale, la préoccupation n'est pas qu'environnementale. Notre production énergétique régionale (énergies renouvelables et fossiles) couvre à peine 2,6 % de nos besoins ! Cette dépendance a des répercussions économiques et sociales majeures : l'augmentation des factures énergétiques et de la précarité énergétique.

Coût de l'énergie, impacts sanitaires et sociaux... Les collectivités doivent répondre à ces risques et les prévenir, dans le cadre d'un projet territorial englobant les questions de santé, logement, transports, services publics, commerces, etc.

LA FACTURE ÉNERGÉTIQUE LOGEMENT SUR NOS TERRITOIRES

Pour une ville de la 1^{ère} couronne, en milieu urbain, avec une population comprise entre 20 000 et 50 000 hab :

	Facture / Habitant/an	Facture/ Logement/an	Nombre de logements
2006	531 €	1 292 €	12 060
2009	550 €	1 351 €	12 003
2012	643 €	1 579 €	12 506

+21%
entre 2006 et 2012

Pour une ville de la grande couronne, en milieu rural, avec une population inférieure à 5 000 hab :

	Facture / Habitant/an	Facture/ Logement/an	Nombre de logements
2006	632 €	1 385 €	714
2009	699 €	1 597 €	738
2012	792 €	1 810 €	769

+25%
entre 2006 et 2012



COMMENT AGIR ?

DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE : PRÉVENIR ET GUÉRIR

COMMENT PASSER À L'ACTION ?

LA QUESTION NOUS INTÉRESSE TOUS, HABITANTS ET ACTEURS
DU TERRITOIRE. LES COLLECTIVITÉS SONT EN PREMIÈRE LIGNE POUR AGIR.

Nous ne partons pas de zéro. De nombreuses collectivités agissent déjà dans le cadre de plans climat ou d'Agendas 21. Leurs expériences nourrissent un corpus de connaissances qui peut guider nos pas.

L'action doit concilier un double impératif d'adaptation aux changements en cours, et d'atténuation des émissions de GES. Elle sera à la fois réparatrice et préventive, publique et privée, individuelle et collective. Elle englobera des enjeux transversaux : choix énergétiques, alimentation, santé, économie, emplois, qualité de vie... Ce sont de véritables projets de territoire qu'il faut bâtir.

D'une nécessité qui s'impose à tous,
**CHAQUE COLLECTIVITÉ
PEUT FAIRE UNE OPPORTUNITÉ !**





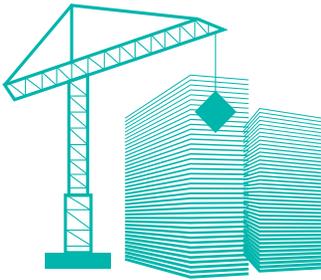
DES DÉMARCHES « GAGNANT-GAGNANT »

EXEMPLES

AMÉLIORER L'HABITAT SOCIAL :

Réduire les émissions de GES,
faire baisser la facture énergétique

LA QUALITÉ ÉNERGÉTIQUE DE L'HABITAT EST UN ENJEU CLÉ POUR LA RÉDUCTION DES GES. DES LOGEMENTS QUI, HIER, CONTRIBUAIENT À LA DÉGRADATION DU CLIMAT, PEUVENT DEVENIR DEMAIN DES MODÈLES ÉNERGÉTIQUES.



**9 000 LOGEMENTS
RÉHABILITÉS EN 4 ANS**

-41%
de consommation
d'énergie primaire



Je suis une agglomération de la petite couronne, composée de 9 communes et comptant 400 000 habitants. Mon habitat social était dégradé, entraînant un gaspillage énergétique.

▶ J'AI RELEVÉ CE DÉFI :

Réhabiliter 9 000 logements en 4 ans (2010-2014), en partenariat avec les bailleurs sociaux.

Le bilan énergétique et économique que je tire de l'opération est plus que positif. Avant, la consommation moyenne des logements était de 285 kWh ep/m²/an. Aujourd'hui, elle est tombée à 155 kWh ep/m²/an, soit une baisse de 41 % = moins d'énergies fossiles et un allègement de la facture énergétique.

**QUAND L'HABITAT EST RÉNOVÉ, TOUT
LE MONDE Y TROUVE SON COMPTE.**



RÉNOVER LES CONSTRUCTIONS :

Dynamiser les filières locales, réduire les émissions de GES

LES CHANTIERS DE RÉNOVATION À VISÉE ENVIRONNEMENTALE SONT UNE VÉRITABLE OPPORTUNITÉ POUR LES ENTREPRISES LOCALES DU BÂTIMENT. UNE FAÇON, AUSSI, DE DÉVELOPPER DE NOUVEAUX SAVOIR-FAIRE.



Je suis une agglomération de la grande couronne, composée de 18 communes et comptant près de 83 000 habitants. Une action s'imposait en matière de rénovation énergétique du parc résidentiel privé et de lutte contre la précarité énergétique.

► J'AI RELEVÉ CE DÉFI :

Avec mes partenaires et dans le cadre du plan climat, j'ai lancé en 2012, pour 5 ans, un Programme d'intérêt général (PIG) énergie Habitat, ainsi qu'une Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) Renouvellement urbain.

Les entreprises de mon territoire se sont largement mobilisées : elles représentent 53 % des entreprises de l'OPAH, et 48 % du PIG. Et leur action porte déjà ses fruits ! En deux ans, 63 logements ont été rénovés, permettant un gain énergétique de plus de 25 %.

SI LE TERRITOIRE SE MOBILISE, LES BÉNÉFICES SONT PARTAGÉS.

**EN 2 ANS,
63 LOGEMENTS
ONT ÉTÉ
RÉNOVÉS**



REPENSER LA FOURNITURE D'ÉNERGIE :

Favoriser les énergies locales et renouvelables, réduire les émissions de GES, soutenir le développement local

METTRE EN PRATIQUE DES SOLUTIONS INNOVANTES ET ÉCOLOGIQUES POUR LA FOURNITURE D'ÉNERGIE EST BÉNÉFIQUE À TOUT POINT DE VUE. ON AGIT CONCRÈTEMENT POUR L'ENVIRONNEMENT ET POUR LA COLLECTIVITÉ.



Je suis une agglomération de la grande couronne, composée de 13 communes et comptant plus de 200 000 habitants. Je voulais repenser la fourniture d'eau chaude pour le sanitaire et le chauffage.

► J'AI RELEVÉ CE DÉFI :

J'ai opté pour un réseau de chaleur, qui alimente aujourd'hui plus de 33 000 logements et 600 000 m² d'équipements tertiaires. Au départ, la chaleur était issue de l'incinération des ordures ménagères, du charbon et du fioul.

Elle provient aussi désormais d'une chaufferie bois.

Privilégiant une énergie renouvelable, cette opération a permis de réduire la part d'énergies fossiles et les émissions polluantes tout en créant 35 emplois directs et indirects.

QUAND L'ÉNERGIE EST PRODUITE LOCALEMENT, ELLE FAVORISE LA CRÉATION D'EMPLOIS NON DÉLOCALISABLES.



PROMOUVOIR LA CONSOMMATION RESPONSABLE :

Favoriser une autre alimentation, soutenir l'agriculture biologique, développer l'économie locale

NOS MODES DE CONSOMMATION ONT UN IMPACT DIRECT SUR LES ÉMISSIONS DE GES. DES ALTERNATIVES EFFICACES ET PEU CÔUTEUSES SONT À PORTÉE DE MAIN.

“

Je suis une agglomération de l'est de la France, composée de 34 communes et comptant plus de 260 000 habitants. Je voulais soutenir des choix alimentaires plus soutenables, bénéfiques pour l'économie locale.

► J'AI RELEVÉ CE DÉFI :

En 2010, j'ai lancé et inscrit dans mon plan climat l'opération « Climat gourmand ». Pendant 3 semaines, 21 restaurateurs proposent un menu « pauvre en émissions de GES » à base de produits frais, de saison, si possible issus de l'agriculture locale et biologique. En parallèle, un livret-guide propose au public des adresses, recettes et astuces pour consommer local et réduire les GES.

Le public devient consomm'acteur. Les agriculteurs sont encouragés dans leurs démarches, et leurs produits, valorisés. Les restaurateurs, de la cuisine aux déchets, participent à ce mouvement.

AUJOUR'HUI, CHACUN EST PLUS CONSCIENT DE SA RESPONSABILITÉ.



”





PERSPECTIVES

TOUS MOBILISÉS !

Aborder une question aussi complexe que le dérèglement climatique peut être paralysant... Ne laissons pas gagner l'inertie ! Ayons conscience de l'urgence de notre responsabilité d'agir, et considérons surtout cela comme une opportunité pour se projeter dans des futurs choisis.

Les collectivités territoriales sont au cœur des rouages pour créer et entretenir cette dynamique. Elles sont de plus en plus nombreuses à le faire. Sensibiliser, expliquer, partager, construire avec les citoyens de tout âge et les acteurs socio-économiques...

TEL SERA LEUR OBJECTIF



DES TERRITOIRES, DES PROJETS, UNE AGENCE



ARENE ÎLE-DE-FRANCE

► Cité régionale de l'environnement
90-92 avenue du Général Leclerc
93 500 Pantin

► Tél. : 01 83 65 37 50



POUR EN SAVOIR PLUS

Suivez-nous sur Twitter :

🐦 @ARENEIDF

... et sur Instagram :

📷 areneidf

www.areneidf.org

